



PHASE PRO / DCE

Dossier de Consultation des Entreprises

Plateau de consultation médicale – Annemasse

C.C.T.P

(Cahier des Clauses Techniques Particulières)

GENERALITÉS

CAHIER DES DESCRIPTIONS COMMUNES

Centre Hospitalier Alpes Léman
558, route de Findrol – BP 20500
74 130 Contamines sur Arve

SOMMAIRES

1 - PRESENTATION DU PROJET.....	3
2 - MAITRE D'OUVRAGE – MAITRE D'ŒUVRE	3
3 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES.....	3
4 – DEROULEMENT DU CHANTIER	4
5 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR.....	4
6 - NORMALISATION	5
7 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE.....	5
8 - INSTALLATION DE CHANTIER	5
9 – PLANS ET DETAILS D'EXECUTION.....	5
10 - ECHANTILLONS.....	5
11 - QUALITE DES FOURNITURES ET MATERIAUX	5
12 - ESSAIS ET MISE EN SERVICE	6
13 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES.....	6
14 - EVACUATION DES GRAVOIS ET DECHETS.....	6
15 - NETTOYAGE	6
16 - OPERATION DE RECEPTION.....	7
17 - REPRESENTATION DE L'ENTREPRENEUR.....	7
18 - REUNIONS DE CHANTIER	7
19 - CONTROLE DES TRAVAUX.....	8

1 - PRESENTATION DU PROJET

Le présent document a pour objet de définir les modalités de réalisation des travaux :
Aménagement d'un plateau de consultation médicale au RDC d'un immeuble résidentiel.

La maîtrise d'ouvrage indiquée en page de garde désire réaliser l'aménagement d'un plateau libre situé au rez de chaussée d'un immeuble de logement en plateau de consultation médicale.

Le projet est considéré comme un établissement répondant à la réglementation du code du travail pour la partie non accessible au public et comme ERP de type U pour la partie accessible.

L'accès au plateau de consultation médicale se fait par deux entrées dédiées, directement depuis la voie publique et distinctes du hall d'entrée de l'immeuble de logement.

2 - MAITRE D'OUVRAGE – MAITRE D'ŒUVRE

Maître d'Ouvrage :

Centre Hospitalier Alpes Léman
558, route de Findrol – BP 20500
74 130 Contamines sur Arve

Maître d'Œuvre :

Centre Hospitalier Alpes Léman
558, route de Findrol – BP 20500
74 130 Contamines sur Arve

3 - CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Le présent C.C.T.P. a pour objet :

De faire connaître les directives générales qui guideront la réalisation du projet,
De décrire les travaux à l'entrepreneur les renseignements généraux lui permettant de calculer les prix de son offre en tenant compte de toutes les fournitures, de la main d'œuvre et des dépenses annexes nécessaires à un parfait achèvement des ouvrages, conforme aux règles de l'art.

Parmi les renseignements donnés, seuls ceux relatifs au but à atteindre sont à retenir d'une manière absolue.

Tout changement de prescription devra faire l'objet d'une mention particulière, avec obligation de qualité et de performance au moins égale.

Si les pièces administratives du présent dossier de consultation le permettent, les entreprises auront toute latitude de proposer en variante toute solution au principe qui leur semble mieux adaptée à la construction ou au résultat recherché.

Ces variantes seront chiffrées à part, elles feront l'objet d'une notice explicative permettant de pouvoir apprécier efficacement la valeur des propositions.

Dans tous les cas, cette notice fera ressortir les avantages économiques d'installation ou d'exploitation en parfaite conformité avec les clauses prévues au présent C.C.T.P. et en particulier les documents de référence, les bases de calcul et les limites de prestations. Les incidences non signalées sur d'autres corps d'état impliqueront leur prise en charge de plein droit par l'entrepreneur du présent lot. Un descriptif détaillé énumérant les caractéristiques des matériels fournis dans le cadre de variante sera également joint.

4 – DEROULEMENT DU CHANTIER

Les travaux vont se dérouler en 1 tranche.

L'immeuble est situé à l'angle de l'avenue Emile Zola de la rue du Môle et de l'avenue de la Gare à Annemasse

Les entreprises devront faire preuve d'organisation de flexibilité de rigueur d'adaptabilité dans le déroulement et l'organisation du chantier.

5 - OBLIGATIONS DE L'ENTREPRENEUR

Les spécifications indiquées dans le présent document n'ont pas un caractère limitatif.

L'entrepreneur devra prévoir, dans l'établissement de son projet, tout le matériel nécessaire à un parfait achèvement des ouvrages de son lot.

Il appartient à l'entrepreneur :

- **D'effectuer une visite préliminaire obligatoire du site et des bâtiments avant remise de son offre**, afin d'y inclure toutes les prestations et sujétions d'adaptations de cheminement et d'accès, de livraison et de dimensions inhérentes à ce type de chantier,
- De vérifier les métrés de son ou ses lots avant remise de son offre
- D'avoir parfaitement pris connaissance des CCTP définissant les travaux des autres lots, de vérifier les hypothèses et les calculs avant de s'engager dans l'exécution dont il est responsable,
- De contacter les services publics intéressés par les installations afférentes au présent lot, il se chargera d'obtenir en temps utile les autorisations ou certificats de conformité entraînant l'exécution des travaux relevant de la compétence desdits services,
- De faire en sorte que tous les documents nécessaires à la réalisation des ouvrages lui parviennent en temps utile,
- Il conviendra de vérifier avec l'architecte et le bureau de contrôle les choix définitifs (matériaux, type vitrage, etc.) avant de lancer vos commandes auprès de vos fournisseurs.
- En cours de chantier, de protéger tous ses ouvrages, et le cas échéant, de remplacer toutes les parties qui auraient pu être détériorées,
- De prévenir tous risques de détériorations ou salissures, causés par ses propres travaux, aux ouvrages finis déjà en place, faute de quoi le remplacement ou le nettoyage éventuel sera entièrement à sa charge,

- En fin de chantier, de réviser tous ses ouvrages,
- De livrer ses installations débarrassées de toutes protections et parfaitement nettoyées pour la réception des travaux.

6 - NORMALISATION

Les prescriptions de mise en œuvre, dimensionnements et qualités des matériaux et matériels relatifs au présent lot devront, dans tous les cas, être conformes aux textes législatifs et administratifs applicables en vigueur, aux textes européens, nationaux (départementaux et municipaux le cas échéant). Les travaux du présent lot seront réalisés en conformité avec les règlements de la construction, les normes, la réglementation de sécurité incendie applicable au classement de l'établissement, les arrêtés et les règles de calculs des DTU et additifs, les règles professionnelles.

7 - SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

L'entrepreneur est tenu de prendre toutes les dispositions qui s'imposent, conformément aux textes et réglementations en vigueur, et de répondre à toutes les demandes du coordonnateur SPS concernant l'intégration de la sécurité et l'organisation de la coordination en matière de sécurité et protection de la santé sur les chantiers.

8 - INSTALLATION DE CHANTIER

Sont à la charge du lot toutes les installations de chantier réglementaires, l'hygiène et la sécurité, compris installation, entretien, replis et toutes sujétions, fournitures et accessoires.

9 – PLANS ET DETAILS D'EXECUTION

Les entreprises auront à leurs charges les études et les plans d'exécution de leurs ouvrages. Elles devront respecter scrupuleusement toutes les prescriptions indiquées sur leurs plans et documents qui devront être établis conformément aux normes et règlements en vigueur et les soumettre pour examen d'approbation, à l'architecte et au bureau de contrôle avant toute exécution.

Tous les frais des ingénieurs que les entreprises se seront adjoints pour leurs études d'exécution seront réputés inclus dans leurs prestations.

10 - ECHANTILLONS

L'entrepreneur devra, sans plus-value et à la demande du maître d'œuvre, présenter les échantillons du matériel prescrit et des variantes si besoin.

Dans ce cas, si les échantillons sont acceptés, ils serviront de référence pour les travaux.

Tout matériel ou ouvrage non conforme sera refusé.

11 - QUALITE DES FOURNITURES ET MATERIAUX

Les matériaux, produits et composants de construction, fournitures et appareils mis en œuvre, seront neufs et de première qualité. Ils seront conformes aux normes françaises et européennes, et présenteront leurs plaques signalétiques ou marquage d'origine.

Les produits livrés sur le chantier seront stockés à l'abri de l'humidité, l'entrepreneur prendra donc toutes les précautions nécessaires pour garantir leur qualité et finition jusqu'à la réception des travaux.

Les produits dont la désignation de marque ou provenance est accompagnée de la mention « ou équivalent » impliquent pour leur emploi, l'accord préalable du maître d'œuvre. Les produits jugés en mauvais état ou non conformes aux prescriptions et réglementations devront être remplacés en cours de chantier ou lors des opérations de réception de travaux.

12 - ESSAIS ET MISE EN SERVICE

L'entrepreneur devra inclure dans son offre, la main d'œuvre et le matériel nécessaire à toutes les Opérations d'autocontrôle et à la réalisation des réglages, épreuves, essais éventuels et mise en service des installations.

Les essais et épreuves éventuels seront conformes aux attestations AQC.

13 - DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES

L'entrepreneur devra fournir en fin de chantier, avant les opérations préalables à la réception, afin de constituer le Dossier des Ouvrages Exécutes, les documents suivants :

- Les plans de récolement
- Les schémas de détails
- Les fiches techniques des matériaux mis en œuvre
- Les fiches techniques des appareils et éléments d'équipement
- Les certificats de conformité et certificats de classements
- Les attestations AQC
- Les notices de fonctionnement et d'entretien de chaque appareil
- Le contrôle réglementaire des installations mises en place par un organisme agréé.

Ces documents sont à fournir en 1 exemplaires papiers et 1 exemplaire numérique.

14 - EVACUATION DES GRAVOIS ET DECHETS

Chaque entreprise doit l'évacuation de ses propres déchets et gravois avec tri sélectif.

Un tri sélectif des déchets, des matériaux excédentaires et des gravois est à effectuer selon les normes en vigueur avec un diagnostic préalable concernant les différents modes d'évacuations et de traitements des déchets en décharge.

Les abords des aires de dépôts doivent systématiquement être nettoyés.

Chaque entreprise est responsable de ses déchets. Il est interdit de brûler les déchets et de les abandonner et/ou enfermer sur le chantier ☐

Il est d'autre part stipulé, que tant que les installations de chantier établies sur l'emplacement mis à la disposition des entrepreneurs, ne seront pas démontées et les lieux remise en état, les entrepreneurs resteront seuls responsables de tous les dommages causés aux tiers sur le chantier.

15 - NETTOYAGE

Chaque entreprise est tenue de laisser un chantier propre et sans déchet pendant et après la réalisation de ses travaux.

Si ces dispositions n'étaient pas observées, le Maître d'œuvre pourrait faire exécuter le nettoyage par une entreprise de son choix et les frais seraient supportés par le corps d'état concerné. Par ailleurs, le coordinateur sécurité et protection de la santé se réserve le droit d'imposer des fréquences de nettoyage rapprochées si le besoin s'en faisait sentir.

16 - OPERATION DE RECEPTION

Seul un parfait achèvement des prestations, la formation éventuelle des utilisateurs, la fourniture du dossier des ouvrages exécutés permettra la prononciation de la réception définitive des installations, le transfert de propriété et le démarrage de la période de garantie. Le cas échéant, le PV de réception présente une liste de réserves concernant des compléments de travaux, des améliorations exigibles ou des travaux de finition. Le titulaire du présent lot disposera du délai figurant sur le document de réception pour lever les réserves indiquées. En cas de non-respect des délais annoncés et sans demande écrite et acceptée, pour une prolongation de ceux-ci, la Maîtrise d'ouvrage se réserve le droit de faire réaliser les dites réserves ou partie d'entre-elles, par une entreprise extérieure, au frais de l'adjudicataire.

En aucun cas une mise en service provisoire de chantier ne pourra être considérée comme un transfert de propriété. Dans ce cas précis l'entreprise gardera la responsabilité de ces équipements charge à elle de prendre toute assurance nécessaire.

17 - REPRESENTATION DE L'ENTREPRENEUR

Pendant toute la durée des travaux l'entrepreneur ne peut s'éloigner du lieu des travaux qu'après avoir fait agréer, par le maître d'œuvre, un représentant capable de le remplacer, de manière qu'aucune opération ne puisse être retardée ou suspendue en raison de son absence.

L'entrepreneur désignera un conducteur de travaux pour toute la durée des travaux qui surveillera personnellement et régulièrement les travaux et devra maintenir en permanence, un chef de chantier et des ouvriers qualifiés. Le conducteur de travaux sera habilité à recevoir valablement tous les ordres de service ou instructions, accepter les constats et d'une manière générale, assurer les relations avec le maître d'œuvre comme s'il s'agissait de l'Entrepreneur lui-même.

Le maître d'œuvre se réserve le droit de mettre fin à cette délégation et de réfuter, sur-le-champ et sans aucune forme, un conducteur de travaux qui manquerait à ses obligations et ses responsabilités, sans que l'entrepreneur ne puisse prétendre à aucun préjudice.

18 - REUNIONS DE CHANTIER

Au début des travaux un jour de visite hebdomadaire sera déterminé par le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre.

Des visites de chantier autres que celles de fréquence hebdomadaire, pourront être décidées à chaque fois qu'il en sera jugé nécessaire.

Le maître d'œuvre établira les comptes rendus à l'issue des visites de chantier.

L'entrepreneur accompagnera le maître d'œuvre dans ses visites sur le chantier toutes les fois qu'il en sera requis.

L'entrepreneur est tenu d'assister aux rendez-vous de chantier provoqués par le maître d'œuvre en accord avec le maître d'ouvrage ou d'y déléguer un agent ayant pouvoir pour engager l'entreprise et donner sur le champ les ordres au personnel de l'entreprise de chantier.

La présence de tous les entrepreneurs convoqués aux rendez-vous de chantier est indispensable à la coordination que requiert la bonne marche des travaux. L'absence de l'entrepreneur ou de son agent, ou de son remplacement par des personnes insuffisamment qualifiées, à quelque titre que ce soit, entraîne la responsabilité de l'entrepreneur défaillant. Le maître d'œuvre se réserve le droit de convoquer aux réunions de chantier les entreprises sous-traitantes ou cotraitantes en présence du titulaire.

D'autres instructions sur les modalités d'exécution des travaux qui pourraient être données verbalement à l'entrepreneur par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre seront confirmées sur les comptes rendus. La date d'effet des instructions ou des constats est celle de la visite de chantier et non celle de la réception des comptes rendus par l'entrepreneur.

19 - CONTROLE DES TRAVAUX

L'entrepreneur sera tenu de laisser, à tout moment, la maîtrise d'œuvre prendre toutes dispositions pour lui permettre d'exercer sa mission dans les meilleures conditions. Il en sera de même pour les représentants du maître d'ouvrage.

Les essais seront effectués à la charge de l'entrepreneur, si le maître d'œuvre le juge nécessaire, par un laboratoire proposé par le titulaire du marché et agréé par le maître d'œuvre.